

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND-ORLY SEINE BIÈVRE



Mardi 2 juin 2020



Il y a un an le 5 juin 2019, le Préfet du Val-de-Marne, le Maire de Choisy-le-Roi et le Vice-Président du Grand-Orly Seine Bièvre étaient présents à l'inauguration du nouveau système de traitement des eaux (Evapoconcentrateur) du site Renault-Choisy.

Michel Leprêtre, Président
du Grand-Orly Seine Bièvre

« La fermeture de l'usine
Renault de Choisy-le-Roi
serait un non-sens
écologique, économique et
social.

L'Etat doit prendre ses
responsabilités. On ne peut
pas d'une main prôner la
coopération entre acteurs
publics et privés pour
avancer dans nos objectifs
communs de
développement industriel et
de transition écologique et
de l'autre, en tant
qu'actionnaire, laisser
fermer un site à ce point
exemplaire. Le maintien de
l'usine Renault de Choisy-le-
Roi est un véritable test
grandeur nature de la
crédibilité de l'État face à
ses propres engagements. »

L'ÉTAT DOIT AGIR POUR S'OPPOSER A LA FERMETURE DE L'USINE RENAULT DE CHOISY-LE-ROI

Le 29 mai 2020, le groupe Renault a annoncé officiellement le projet de fermeture de 4 sites en France, dont l'usine de Choisy-le-Roi. L'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre, Territoire d'industrie, signataire avec l'État d'un contrat de transition écologique, dénonce fermement ce projet.

L'État actionnaire doit prendre ses responsabilités

Avec 15% du capital du groupe, l'État français reste le premier actionnaire de Renault. Une aide publique de 5 millions d'euros vient d'être apportée au groupe pour l'aider à surmonter la crise sanitaire. En outre, l'Etat apporterait une garantie bancaire pour un prêt de 5 milliards d'euros, sans aucune contrepartie demandée à l'entreprise !

Interpellé le mercredi 20 mai lors de la séance de questions du Sénat, le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé que le gouvernement serait attentif et intransigeant sur le maintien des sites en France. La direction de Renault ayant depuis confirmé le 29 mai sa volonté de fermeture, il est temps que l'État confirme officiellement son refus et utilise tous les moyens à sa disposition pour ce faire.

Conforter la vocation industrielle de notre Territoire

Depuis 2 ans, le Grand-Orly Seine Bièvre s'est résolument engagé dans un dialogue et des actions concrètes avec l'ensemble des partenaires publics et privés du Territoire pour dynamiser le tissu économique et industriel, développer l'emploi et l'innovation écologique. Le site Renault Choisy est emblématique de cette démarche innovante. Site rentable, ayant réalisé des investissements conséquents pour renforcer sa performance écologique Renault Choisy est signataire de notre Manifeste pour un Territoire Industriel et productif et nous travaillons avec lui dans le cadre de Territoire d'industrie pour créer sur le site un incubateur de start-up spécialisées dans l'Économie circulaire. L'État doit conforter la vocation industrielle de notre Territoire en s'opposant à la fermeture de l'un de ses fleurons.

L'usine Renault de Choisy-le-Roi

Site historique du groupe ouvert en 1949, l'usine de Choisy emploie 263 salariés qui travaillent pour la direction après-vente de Renault, Nissan et Daimler. Titulaire en 2014 du Grand Prix de l'Économie circulaire, ce site entièrement dédié et les salariés qui y travaillent ont développé une expertise unique en Europe.